



LE 6 SEPTEMBRE 2007

LA BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA ENREGISTRE UN SOLIDE BÉNÉFICE NET DE 23,2 MILLIONS \$, POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2007

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 23,2 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007, comparativement à 6,2 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période lors de l'exercice financier 2006. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 10,5 % pour ce trimestre, comparativement à 1,7 % pour la même période en 2006. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, le bénéfice net s'élevait à 64,4 millions \$, ou 2,34 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 47,8 millions \$, ou 1,64 \$ dilué par action ordinaire, en 2006. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,9 % pour cette période de neuf mois, comparativement à 7,3 % en 2006.

Les résultats pour le troisième trimestre 2006 incluaient un ajustement défavorable relatif aux impôts sur les bénéfices de 11,0 millions \$, ou 0,47 \$ dilué par action ordinaire. En excluant cet ajustement d'impôts, le bénéfice net se serait élevé à 17,2 millions \$, ou 0,60 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre de 2006. Comparativement au troisième trimestre 2006 et considérant cet ajustement, le bénéfice net pour le troisième trimestre 2007 a augmenté de 6,0 millions \$, soit de 35 %, alors que le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,25 \$, soit de 42 %. Il convient de souligner que la charge d'impôts exceptionnelle mentionnée ci-dessus n'a eu aucun impact significatif sur les résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, étant donné qu'elle a été contrebalancée par un ajustement favorable des impôts sur les bénéfices, d'un montant de 10,7 millions \$ net, enregistré au cours du deuxième trimestre 2006.

Le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a commenté ces résultats en déclarant : « La Banque a réalisé une performance très solide pour ce troisième trimestre. Après neuf mois, tous les secteurs d'activité ont contribué à la croissance et les résultats dépassent nos objectifs. La forte croissance des prêts aux particuliers, surtout au cours de ce dernier trimestre, de même que l'augmentation soutenue du bénéfice net, constituent de bons indicateurs de notre capacité à assurer le développement des affaires. Stimulés par cette réussite, nous sommes toujours plus déterminés à réaliser nos trois priorités : l'augmentation de notre rentabilité, l'amélioration de notre efficacité et le développement de notre capital humain. »

« L'agitation provoquée par la crise des liquidités, a ajouté M. Robitaille, a bien sûr mobilisé notre attention au cours du dernier mois. Toutefois, comme nous l'avons souligné dans un communiqué émis le 21 août dernier, l'exposition de la Banque aux conduits émetteurs de papier commercial adossé à des actifs est très limitée. »

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente, du point de vue de la direction, une explication de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2007, ainsi que de sa performance au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées à la même date. Ce rapport de gestion, daté du 6 septembre 2007, devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le troisième trimestre 2007.

Par ailleurs, le Rapport annuel 2006 de la Banque fournit de l'information financière complémentaire sur des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

Performance et objectifs financiers

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice et rend compte ensuite de ses résultats réels à chaque trimestre. La Banque n'a pas pour pratique de définir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer la performance de la Banque aux objectifs définis par la direction pour l'exercice 2007.

Performance 2007

	Objectifs 2007	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 - Réel
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 % à 9 %	9,9 %
Résultat net dilué par action	2,55 \$ à 2,85 \$ (12 mois)	2,34 \$
Revenu total	550 à 560 millions \$ (12 mois)	438,3 millions \$
Ratio d'efficacité	75 % à 73,5 %	73,4 %
Ratio de capital de première catégorie	minimum de 9,5 %	9,7 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,24 % à 0,21 %	0,24 %

Faits saillants

Cette section présente les faits saillants du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007 et les éléments significatifs affectant les résultats, comparativement au troisième trimestre 2006.

- Le revenu total s'élevait à 151,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 138,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance de 10,3 millions \$ du revenu net d'intérêt, générée par l'augmentation des prêts, de plus de 1,2 milliard, et par l'augmentation des dépôts, de 350 millions \$.
- Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 108,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 103,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Cette augmentation est essentiellement liée aux salaires et aux avantages sociaux.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 10,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, soit au même niveau qu'en 2006.

- Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 18,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Les impôts sur les bénéfices pour 2006 incluait une charge d'impôts sur les bénéfices de 11,0 millions \$, ou 0,47 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'adoption du budget fédéral au mois de juin 2006.

Analyse des résultats consolidés

Sommaire des résultats

Le bénéfice net de la Banque s'élevait à 23,2 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007, comparativement à 6,2 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période en 2006. Les résultats pour le troisième trimestre 2006 incluait un ajustement défavorable relatif aux impôts sur les bénéfices de 11,0 millions \$, ou 0,47 \$ dilué par action ordinaire. En excluant cet ajustement d'impôts, le bénéfice net pour 2006 se serait établi à 17,2 millions \$, ou 0,60 \$ dilué par action ordinaire. En tenant compte de ces données, le bénéfice net a augmenté de 6,0 millions \$, soit de 35 %, et le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,25 \$, soit de 42 %.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, le bénéfice net s'élevait à 64,4 millions \$, ou 2,34 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 47,8 millions \$, ou 1,64 \$ dilué par action ordinaire, en 2006. Il convient de souligner que la charge d'impôts exceptionnelle mentionnée ci-dessus n'a eu aucun impact significatif sur les résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, étant donné qu'elle a été contrebalancée par un ajustement favorable des impôts sur les bénéfices, d'un montant de 10,7 millions \$, enregistré au cours du deuxième trimestre 2006.

Le revenu total a augmenté de 13,0 millions \$, soit de 9 %, et s'élevait à 151,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 138,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de 10,3 millions \$ du revenu net d'intérêt, elle-même attribuable à la solide croissance des prêts et des dépôts, et à l'augmentation de la marge d'intérêt. La marge nette d'intérêt a augmenté de 2,16 % pour le troisième trimestre 2006 à 2,39 % pour le troisième trimestre 2007.

L'augmentation des autres revenus, de l'ordre de 2,7 millions \$, reflète l'amélioration soutenue de la plupart des activités de la Banque, dont les activités de trésorerie et de marchés financiers, les services de prêts et de dépôts, la vente de fonds communs de placement et les activités de courtage. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution des revenus tirés des opérations de titrisation, largement liés aux conditions du marché au moment de la vente des prêts, ainsi que par la diminution des commissions liées à l'assurance crédit, les demandes de règlement d'assurance vie ayant été plus importantes au cours du trimestre.

Comparativement au deuxième trimestre 2007, le revenu net d'intérêt a augmenté de 6,3 millions \$. Cette augmentation d'un trimestre à l'autre découle principalement du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus et que les volumes de prêts et de dépôts ont également augmenté. Par ailleurs, les autres revenus ont diminué de 0,9 million \$ au cours de la même période, un résultat attribuable principalement à la diminution des revenus tirés des opérations de titrisation et des commissions liées à l'assurance crédit, et ce, malgré l'augmentation de 1,6 million \$ des frais et commissions perçus sur les prêts et dépôts, réalisée grâce à l'augmentation des volumes d'opérations. De plus, l'importante contribution des activités de trésorerie et de marchés financiers — qui s'élevait à 6,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 4,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007 — a été contrebalancée par la diminution des revenus tirés des opérations de courtage qui, historiquement, sont moins élevés au cours du troisième trimestre de l'exercice.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, le revenu total s'élevait à 438,3 millions \$, soit une augmentation de 35,6 millions \$, ou 9 %, par rapport à la même période en 2006. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 27,3 millions \$, grâce à l'augmentation de plus de 1,2 milliard \$ des prêts et à l'augmentation de 350 millions \$ des dépôts, ainsi qu'à l'augmentation de la marge nette d'intérêt. Les autres revenus ont également augmenté de 8,2 millions \$, principalement grâce à l'augmentation des frais et commissions perçus sur les prêts et dépôts et à l'augmentation des revenus de la vente de fonds communs de placement stimulée par l'expansion des activités de détail de la Banque. Les revenus tirés des opérations de courtage, ainsi que des activités de trésorerie et de marchés financiers, ont également augmenté.

L'impressionnante volatilité associée à la récente crise des liquidités et des créances n'aura eu qu'un impact limité sur les activités de la Banque au cours du troisième trimestre 2007. Les activités de la Banque ne sont pas présentes directement dans le marché des prêts hypothécaires à haut risque. La Banque ne détenait qu'une participation très limitée en ce qui concerne les titres qui y sont associés. Les récents événements attestent la solidité et la justesse de la stratégie à long terme de la Banque, soit de concentrer ses énergies et ses ressources dans les marchés des particuliers et des petites et moyennes entreprises où les risques sont plus faibles.

La provision pour pertes sur prêts est demeurée stable par rapport au troisième trimestre 2006, et s'établissait à 10,0 millions \$, ou 0,23 % de l'actif moyen, et ce, malgré le fait que les volumes de prêts ont connu une croissance de plus de 10 % au cours des douze derniers mois. La diminution des pertes dans le domaine du financement aux points de vente et dans les portefeuilles de prêts de B2B Trust a contrebalancé l'augmentation des pertes dans le portefeuille de prêts commerciaux. Ce portefeuille n'en a pas moins connu un rendement satisfaisant au cours du trimestre. Les prêts douteux nets se sont améliorés et s'établissaient à (7,6) millions \$, soit (0,05) % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, alors qu'ils s'établissaient à 5,4 millions \$ et 0,04 % au 31 octobre 2006. Les prêts douteux bruts s'élevaient à 109,3 millions \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 130,6 millions \$ au 31 octobre 2006. La qualité globale du crédit est demeurée bonne, bénéficiant d'une conjoncture favorable au cours de ce troisième trimestre.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 % et s'élevaient à 108,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 103,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Les salaires et avantages sociaux, qui s'établissaient à 58,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, ont augmenté de 5,2 millions \$ par rapport à la même période en 2006. Cette augmentation de la charge salariale est principalement attribuable aux augmentations des provisions pour primes liées à la performance et de la rémunération à base d'actions, ainsi qu'à l'augmentation du nombre d'employés indispensables au soutien de la croissance des activités de la Banque, particulièrement dans les secteurs Services financiers aux particuliers et Valeurs mobilières Banque Laurentienne. Au cours du trimestre, la Banque a couvert une large part de son régime d'options d'achats d'actions afin de limiter son exposition aux fluctuations de son titre boursier. Les autres frais pour le troisième trimestre 2007 sont demeurés relativement inchangés par rapport au troisième trimestre 2006.

La Banque continue de veiller attentivement à limiter la hausse de ses dépenses. En outre, des efforts bien ciblés sont consacrés à l'affectation de ressources additionnelles aux divers secteurs d'activité afin d'assurer la croissance des revenus. Ces mesures ont contribué à une amélioration de l'efficacité de l'ordre de 300 points de base, soit de 74,8 % pour le troisième trimestre 2006 à 71,8 % pour le troisième trimestre 2007.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 15,7 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des salaires et avantages sociaux, y compris la rémunération liée à la performance. Les autres frais sont demeurés relativement stables.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 29,1 %) pour le troisième trimestre 2007. Le taux d'imposition effectif moins élevé par rapport au taux prévu par la loi (approximativement 33 %) découle du faible niveau des impôts sur les revenus de dividendes générés par le portefeuille d'actions canadiennes, ainsi que sur les bénéfices liés aux opérations d'assurance crédit.

Pour le troisième trimestre 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 18,6 millions \$ (taux d'imposition effectif : 75,2 %) et incluaient une charge d'impôts sur les bénéfices de 11,0 millions \$ consécutive à l'adoption du budget fédéral 2006 au cours de ce trimestre. En excluant cette charge exceptionnelle, les impôts sur les bénéfices se seraient élevés à 7,6 millions \$ (taux d'imposition effectif : 30,8 %). Ce taux d'imposition moins élevé par rapport au taux prévu par la loi pour 2006 découle principalement du faible niveau des impôts sur les revenus de dividendes et sur certains gains en capital réalisés au cours du trimestre.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 22,3 millions \$ (taux d'imposition effectif : 25,7 %). Le taux d'imposition inférieur en 2007 par rapport au taux prévu par la loi découle des éléments décrits ci-dessus, ainsi que d'autres ajustements positifs, d'une valeur de 2,5 millions \$, effectués au cours du premier et du deuxième trimestres.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 19,3 millions \$ (taux d'imposition effectif : 29,0 %). Cette diminution de la charge d'impôts sur les bénéfices pour 2006 était attribuable principalement à l'effet conjugué de changements législatifs, de récupérations liées à la résolution de diverses expositions liées à l'impôt sur les bénéfices, ainsi que de la décision de rapatrier du capital lié aux opérations étrangères d'assurance crédit. La note 8 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet. Il convient de souligner que la charge d'impôts exceptionnelle pour le troisième trimestre 2006, décrite ci-dessus, n'a eu aucun effet significatif sur les résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, étant donné qu'elle a été contrebalancée par d'autres ajustements enregistrés au cours du deuxième trimestre 2006.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'élevait à 18,0 milliards \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 17,3 milliards \$ au 31 octobre 2006.

Au 31 juillet 2007, les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont diminué de plus de 360 millions \$ par rapport à leur niveau en date du 31 octobre 2006. Cette diminution reflète la gestion rigoureuse des liquidités assurée par la Banque. Depuis le début de l'exercice financier 2007, la Banque a continué de compter principalement sur ses portefeuilles de dépôts et sur la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels pour financer la forte croissance des prêts. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les valeurs mobilières sont désormais classées comme étant « disponibles à la vente », « détenues à des fins de transaction » ou « désignées comme étant détenues à des fins de transaction », et ce, depuis le 1er novembre 2006, conformément aux nouvelles normes comptables.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a augmenté de plus de 1 milliard \$, ou 8 %, depuis le début de l'exercice financier 2007, et s'élevait à 13,5 milliards \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 12,4 milliards \$ au 31 octobre 2006. Le portefeuille de prêts personnels a augmenté de 621,5 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007. Cette augmentation est attribuable principalement à la croissance du portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Trust qui a augmenté de 435 millions \$ au cours du troisième trimestre seulement. Les marges de crédit sur valeur domiciliaire ont également augmenté de manière appréciable depuis le début de l'exercice

financier 2007. Quant au portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, l'augmentation s'élevait à 363 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007. Compte tenu de l'augmentation de 197 millions \$ des prêts titrisés, tel que l'indique le tableau ci-dessous, la croissance globale des prêts hypothécaires, de l'ordre de 560 millions \$, s'est avérée excellente au cours de cette même période.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

(en millions de dollars)	au 31 juillet 2007	au 31 octobre 2006	Croissance nette
Prêts hypothécaires inscrits au bilan	6 349	5 986	363
Prêts titrisés (hors bilan)	1 236	1 039	197
	7 585	7 025	560

Les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 11,9 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, alors que les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 35,3 millions, essentiellement au Québec dans le marché des petites et moyennes entreprises.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 530,6 millions \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 et s'élevaient à 11,5 milliards \$. Cette croissance a été générée principalement par les dépôts de courtiers par l'entremise de B2B Trust, à hauteur de 403,2 millions \$, ainsi que par le réseau des succursales, pour un montant de 135,2 millions \$. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont augmenté de 242,2 millions \$ au cours de la même période, grâce essentiellement aux nouveaux dépôts provenant de petites entreprises et de municipalités et recueillis par le réseau des succursales. Au 31 juillet 2007, les dépôts des particuliers représentaient 83 % du total des dépôts qui s'élevait à 13,9 milliards \$. Ces dépôts constituent la source de financement privilégiée de la Banque, étant donné leur relative stabilité et leur coût marginal moins élevé que celui des dépôts en gros.

Depuis le début de l'exercice financier 2007, et compte tenu de l'adoption le 1^{er} novembre 2006 des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, les capitaux propres incluent le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 31 juillet 2007, ceux-ci s'élevaient à 970,4 millions \$, comparativement à 946,4 millions \$ au 31 octobre 2006. Initialement, l'adoption de ces nouvelles normes comptables a eu pour effet de réduire le solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 3,2 millions \$ et le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu de 18,6 millions \$. Ces baisses ont toutefois été plus que contrebalancées par le bénéfice net réalisé depuis le début de l'exercice financier, déduction faite des dividendes déclarés, ainsi que par l'ajustement positif au cumul des autres éléments du résultat étendu découlant de la réévaluation par la Banque des actions de la Bourse de Montréal qu'elle détenait, à la suite de l'inscription initiale à la Bourse de Toronto. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 32,50 \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 31,18 \$ au 31 octobre 2006. L'état consolidé de la variation des capitaux propres et la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires offrent de plus amples renseignements à ce sujet. Au 29 août 2007, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 750 025, et le nombre d'options d'achat d'actions à 230 815.

Le capital total de la Banque, constitué des capitaux propres et des débetures, s'élevait à 1 120 millions \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 1 096 millions \$ au 31 octobre 2006. Cette augmentation de 24 millions \$ est attribuable aux éléments déjà présentés ci-dessus. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 9,7 % et 11,6 % au 31 juillet 2007, comparativement à 10,3 % et 12,4 % au 31 octobre 2006. Cet écart est principalement lié à la forte croissance des prêts au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

Au cours de sa réunion tenue le 29 août 2007, le conseil d'administration a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 10 septembre 2007. Par ailleurs, au cours de sa réunion tenue le 6 septembre 2007 le conseil d'administration a annoncé le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} novembre 2007 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} octobre 2007.

L'actif administré s'élevait à 15,3 milliards \$ au 31 juillet 2007, comparativement à 14,7 milliards \$ au 31 octobre 2006 et 14,6 milliards \$ au 31 juillet 2006. Cette hausse est attribuable à la croissance de toutes les catégories d'actifs, elle-même attribuable aux valeurs marchandes et au développement des affaires.

Adoption des normes comptables de l'ICCA, intitulées *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu*

Le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) portant sur les instruments financiers. L'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur les capitaux propres au 1^{er} novembre 2006 était principalement attribuable au reclassement des gains et pertes latents, soit un montant de 21,7 millions \$, liés à des relations de couverture. L'incidence sur le bénéfice net du troisième trimestre et de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 n'était pas significative. Les états financiers présentés pour fins de comparaison n'ont pas été retraités, conformément aux dispositions transitoires.

La note 1 des états financiers consolidés intermédiaires offre de plus amples renseignements sur les nouvelles normes comptables, ainsi que sur l'effet de leur adoption.

Aux fins du calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque a considéré que le bénéfice net représentait la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure des capitaux propres. Le calcul de la valeur comptable sera également établi en fonction des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Information sectorielle

Pour le troisième trimestre 2007, la contribution des Services financiers aux particuliers et de B2B Trust s'est améliorée respectivement de 45 % et de 20 % par rapport au troisième trimestre 2006, grâce à l'augmentation des revenus et à la diminution des pertes sur prêts. Les Services financiers aux entreprises et Valeurs mobilières Banque Laurentienne ont également augmenté leur revenu total, ce qui a contribué à une amélioration globale de la rentabilité. Par ailleurs, l'augmentation appréciable du revenu net d'intérêt a contribué à l'amélioration des résultats pour le secteur Autres.

Comparativement au deuxième trimestre 2007, la contribution des Services financiers aux particuliers, des Services financiers aux entreprises et de B2B Trust a bénéficié des trois jours additionnels. Il convient également de rappeler que, pour le deuxième trimestre, Valeurs mobilières Banque Laurentienne avait bénéficié d'un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé grâce à la vente d'une partie des actions de la Bourse de Montréal détenues par la Banque. Pour sa part, le secteur Autres avait subi une perte de 4,3 millions \$ (2,9 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) dans le portefeuille de titres à revenu fixe.

Contributions au revenu net

(en millions de dollars)	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque Laurentienne	Autres	Total [note 1]
T3 2007						
Bénéfice net	9,7	6,1	8,1	0,6	(1,4)	23,2
	40 %	25 %	33 %	2 %	s.o.	100 %
T2 2007						
Bénéfice net	6,8	6,0	7,1	5,3	(4,6)	20,7
	27 %	24 %	28 %	21 %	s.o.	100 %
T3 2006						
Bénéfice net	6,7	6,9	6,8	0,5	(14,7)	6,2
	32 %	33 %	33 %	2 %	s.o.	100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Services financiers aux particuliers

Le bénéfice net des Services financiers aux particuliers a augmenté de 3,0 millions \$ et s'élevait à 9,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 6,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Cette augmentation de 45 % est attribuable principalement à l'augmentation des revenus générée par la croissance des prêts et des dépôts. Les ventes de fonds communs de placement et les revenus liés aux services des cartes de crédit ont également contribué à la réalisation de solides résultats de ce troisième trimestre. Les pertes sur prêts, totalisant 6,4 millions \$, ont diminué de 0,9 million \$ par rapport au troisième trimestre 2006 et la qualité globale du crédit est demeurée bonne.

Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté et s'établissaient à 75,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 73,3 millions \$ pour la même période en 2006. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation de la charge salariale, elle-même attribuable à l'expansion des activités de détail, conjuguée aux augmentations de salaire régulières. En date du 31 juillet 2007, les Services financiers aux particuliers comptaient 2 068 employés, comparativement à 1 998 au 31 juillet 2006. L'augmentation des frais de publicité a également contribué à l'augmentation des frais autres que d'intérêt, pour un montant de 0,4 million \$.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 3,7 millions \$ (taux d'imposition effectif : 27,6 %) pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 3,4 millions \$ (taux d'imposition effectif : 33,5 %) pour le troisième trimestre 2006. Cette baisse du taux d'imposition effectif est attribuable essentiellement à la réduction des impôts sur les bénéfices liés aux opérations d'assurance crédit.

La croissance soutenue des volumes de prêts et de dépôts des Services financiers aux particuliers démontre le bien-fondé des stratégies de croissance interne adoptées par ce secteur d'activité au cours des dernières années et de sa capacité à assurer le développement durable des affaires. La mise sur pied d'un groupe de quelque 60 « banquiers mobiles », spécialistes en produits hypothécaires a stimulé l'augmentation des prêts hypothécaires. Dans le même esprit, la Banque continue d'investir dans l'expansion et la rénovation de son réseau de succursales, qui compte maintenant 158 établissements, dont neuf nouvelles boutiques de services financiers implantées dans des secteurs en fort développement démographique. À ce jour, plus de 25 % des succursales ont été rénovées ou relocalisées.

Services financiers aux entreprises

Le bénéfice net des Services financiers aux entreprises a diminué de 0,8 million \$ et s'élevait à 6,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 6,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Le revenu total est demeuré relativement stable, à 20,7 millions \$, alors que l'augmentation du revenu net d'intérêt, découlant de la croissance des volumes de prêts et de dépôts, a été contrebalancée par la baisse des commissions sur prêts, principalement en Ontario. Les pertes sur prêts s'établissaient à 2,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 1,2 million \$ pour le troisième trimestre 2006. Le niveau moins élevé des pertes sur prêts en 2006 était attribuable à la récupération d'un montant de 0,6 million d'un prêt hypothécaire commercial.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre 2006 et s'établissaient à 9,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, l'augmentation des salaires et des avantages sociaux ayant été contrebalancée par la diminution des coûts du crédit et des frais d'administration.

Les Services financiers aux entreprises ont lancé une nouvelle gamme de forfaits bancaires — la série Performance — destinée aux petites et moyennes entreprises dont le volume de transactions est élevé et qui ont des besoins spécifiques en matière de dépôts commerciaux. La nouvelle série Performance vient ainsi compléter les forfaits AFFAIRES, lancés au printemps 2006, qui s'adressent aux travailleurs autonomes et aux petites entreprises dont le volume de transactions est moins élevé.

De plus, deux nouvelles cartes de crédit ont été mises en marché : VISA Affaires et VISA Affaires Performance. Ces nouvelles cartes offrent des avantages, actuellement uniques sur le marché, qui sauront répondre aux besoins particuliers des PME et des travailleurs autonomes dont, entre autres, un délai de paiement de 28 jours (parmi les plus longs dans l'industrie) et des produits d'assurance vie, invalidité, médicale et dentaire individuels, offerts aux détenteurs ainsi qu'aux employés de l'entreprise non-détenteurs.

B2B Trust

Le bénéfice net de B2B Trust a augmenté de 20 % et s'élevait à 8,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 6,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2006. La croissance de 443 millions \$ des volumes de prêts moyens et la croissance de 269 millions \$ des volumes de dépôts moyens, d'un exercice financier à l'autre, ont contribué à l'augmentation de 1,8 million \$ du revenu net d'intérêt, ce qui a plus que contrebalancé la légère diminution des revenus tirés des régimes enregistrés autogérés.

Pour le troisième trimestre 2007, les pertes sur prêts s'établissaient à 1,2 million \$, comparativement à 1,5 million \$ pour la même période en 2006. Cette amélioration reflète les initiatives mises en oeuvre au cours des deux derniers exercices et destinées à réduire l'exposition de B2B Trust au risque de crédit afférent au portefeuille de marges de crédit personnelles. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables, à 10,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2007, un résultat attribuable au contrôle rigoureux des dépenses.

Les améliorations au Programme de prêts investissement lancé au mois de mai 2007 et les améliorations apportées aux processus administratifs, combinées à l'offre d'un taux promotionnel sur les prêts à l'investissement de moins de 50 000 \$, ont créé un véritable momentum dans le marché et généré une augmentation du chiffre d'affaires brut dans le domaine des prêts à l'investissement. Avec 47 partenariats avec des intermédiaires financiers, B2B Trust est le plus important fournisseur externe de produits de prêts à l'investissement et de prêts REER au Canada.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne au bénéfice net s'élevait à 0,6 million \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à 0,5 million \$ pour le troisième trimestre 2006. Au cours des dernières années, ce secteur d'activité n'a cessé de développer ses opérations grâce, entre autres, à l'ouverture de nouveaux bureaux et à la mise sur pied d'une division Institutionnel-Actions. Ces initiatives ont permis de générer une augmentation des revenus de 17 %, soit de 1,3 million \$, pour le troisième trimestre 2007, comparativement à la même période en 2006.

Toutes les divisions de Valeurs mobilières Banque Laurentienne ont connu une bonne performance au cours de ce troisième trimestre. Maintenant que les bases de la division Institutionnel-Actions sont bien implantées et que ses opérations se déploient comme prévu, le secteur d'activité se concentre sur la consolidation des infrastructures de sa division Courtage aux particuliers. Celle-ci ayant doublé de taille au cours des dernières années, Valeurs mobilières Banque Laurentienne souhaite développer de nouveaux outils et processus afin de soutenir son équipe de plus de 60 conseillers aux particuliers et rehausser leur efficacité en améliorant et en optimisant les processus d'affaires.

Autres

Le secteur d'activité Autres a déclaré une contribution de (1,4) million \$ pour le troisième trimestre 2007, comparativement à (14,7) millions \$ pour le troisième trimestre 2006. Les résultats pour 2006 incluaient la charge d'impôts sur les bénéfices de 11,0 millions \$, tel qu'il a été décrit ci-dessus. En excluant l'impact de cette charge d'impôts, la contribution du secteur Autres au bénéfice net pour le troisième trimestre 2006 se serait établie à (3,7) millions \$. Cette amélioration de la rentabilité est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt et des revenus tirés des activités de trésorerie et de marchés financiers, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de titrisation.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

en millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiées)

	2007						2006	2005
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu total	151,0	145,7	141,6	137,1	138,0	131,0	133,7	135,9
Bénéfice découlant des activités poursuivies	23,2	20,7	20,6	18,1	6,2	24,6	16,7	17,4
Bénéfice net	23,2	20,7	20,6	22,6	6,2	24,6	17,0	21,6
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13	0,92	0,58	0,61
dilué	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13	0,91	0,58	0,61
Résultat par action ordinaire								
de base	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13	0,92	0,59	0,79
dilué	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13	0,91	0,59	0,79
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,5 %	9,7 %	9,4 %	10,8 %	1,7 %	12,5 %	7,9 %	10,6 %
Actif au bilan	18 011	17 809	17 177	17 296	17 062	17 307	16 742	16 507

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du dernier trimestre, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nouveau régime d'imposition des dividendes

Le 1^{er} janvier 2006, le gouvernement fédéral a instauré un nouveau régime d'imposition des dividendes versés par les sociétés canadiennes à leurs actionnaires. Certaines provinces se sont harmonisées aux nouvelles règles fédérales concernant ces dividendes. Selon les dispositions de ce nouveau régime, la Banque avise que les dividendes déclarés en 2006 et 2007 étaient désignés comme « déterminés » et que dorénavant, sauf indication contraire, tous les dividendes seront désignés comme « déterminés ».

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne est une institution bancaire québécoise œuvrant au Canada qui se voue à répondre aux besoins financiers de ses clients par l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité. Elle dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, de même que les conseillers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Elle offre également des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de sa filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec avec le troisième plus important réseau de succursales et constitue un joueur performant dans des marchés bien choisis ailleurs au Canada. La Banque Laurentienne gère un actif au bilan de plus de 18 milliards \$, de même que des actifs administrés de près de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle compte 3 400 employés. Les actions ordinaires de la Banque Laurentienne (symbole boursier : LB) sont inscrites à la Bourse de Toronto. L'adresse de son site Internet est www.banquelaurentienne.ca.

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de la divulgation financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Laurentienne soient fidèlement présentés.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

La Banque Laurentienne du Canada (la Banque) peut à l'occasion, dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, faire des énoncés prospectifs au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, écrits ou oraux, y compris des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « devraient », « pourraient », etc.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts.

La Banque prévient les lecteurs de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le jeudi 6 septembre 2007, à compter de 14 h 00, heure avancée de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-540-8136 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique est disponible de 18 h 00, le jeudi 6 septembre 2006, à minuit, le jeudi 27 septembre 2006, au numéro 1-800-408-3053, code 3230255#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs.

Ce site Internet offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Robert Cardinal

514 284-4500, poste 7535

Relations médias

et Relations avec les investisseurs

Gladys Caron

514 284-4500, poste 7511

tél. cell. 514 893-3963

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	T3-07	T3-06	VARIATION	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES		
				31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006	VARIATION
Résultats						
Bénéfice net	23,2 \$	6,2 \$	274 %	64,4 \$	47,8 \$	35 %
Bénéfice découlant des activités poursuivies	23,2 \$	6,2 \$	274 %	64,4 \$	47,4 \$	36 %
Bénéfice net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	20,2 \$	3,2 \$	531 %	55,4 \$	38,8 \$	43 %
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	10,5 %	1,7 %		9,9 %	7,3 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	0,85 \$	0,13 \$	554 %	2,34 \$	1,64 \$	43 %
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %	0,87 \$	0,87 \$	- %
Valeur comptable				32,50 \$	30,63 \$	6 %
Cours de l'action - clôture				38,00 \$	30,45 \$	25 %
Situation financière						
Actif au bilan				18 011 \$	17 062 \$	6 %
Actif administré				15 339 \$	14 585 \$	5 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs						
acquises en vertu de conventions de revente,						
montant net				14 111 \$	12 636 \$	12 %
Dépôts de particuliers				11 480 \$	10 946 \$	5 %
Capitaux propres et débetures				1 120 \$	1 083 \$	3 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 700	23 613	- %
Prêts douteux nets en % des prêts,						
acceptations bancaires et valeurs acquises						
en vertu de conventions de revente				(0,1) %	- %	
Actif pondéré en fonction des risques				9 575 \$	8 533 \$	12 %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				9,7 %	10,3 %	
Ratio BRI total				11,6 %	12,5 %	
Ratio actif / fonds propres				16,3 x	16,1 x	
Capitaux propres tangibles attribuables						
aux actionnaires ordinaires sur l'actif						
pondéré en fonction des risques				7,3 %	7,7 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				11,9 x	12,5 x	
Valeur au marché / valeur comptable				117 %	99 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,05 %	3,81 %		3,05 %	3,81 %	
Ratio du dividende versé	34,0 %	216,0 %		37,1 %	52,9 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,39 %	2,16 %		2,33 %	2,12 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,23 %	0,24 %		0,24 %	0,24 %	
Bénéfice net	0,54 %	0,15 %		0,51 %	0,38 %	
Bénéfice net attribuable aux						
actionnaires ordinaires	0,47 %	0,07 %		0,44 %	0,31 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	32,6 %	33,7 %		33,3 %	34,2 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt						
en % du revenu total)	71,8 %	74,8 %		73,4 %	76,0 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 400	3 373	
Nombre de succursales				158	157	
Nombre de guichets automatiques				340	323	

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	31 JUILLET 2007 ¹	31 OCTOBRE 2006	31 JUILLET 2006
ACTIF				
Liquidités				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		69 394 \$	70 907 \$	56 951 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		231 781	98 722	363 386
		<u>301 175</u>	<u>169 629</u>	<u>420 337</u>
Valeurs mobilières				
Portefeuille de titres disponibles à la vente		1 067 569	-	-
Portefeuille de titres détenus à des fins de transaction		1 225 572	1 675 058	1 521 076
Portefeuille de titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction		504 402	-	-
Portefeuille de placement		-	1 567 222	1 639 162
		<u>2 797 543</u>	<u>3 242 280</u>	<u>3 160 238</u>
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente				
		<u>755 846</u>	<u>802 546</u>	<u>538 168</u>
Prêts				
	3 et 4			
Personnels		4 789 477	4 168 026	4 160 630
Hypothécaires résidentiels		6 349 418	5 985 656	5 799 043
Hypothécaires commerciaux		670 918	659 014	638 765
Commerciaux et autres		1 533 864	1 476 977	1 532 565
		<u>13 343 677</u>	<u>12 289 673</u>	<u>12 131 003</u>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(116 915)	(125 153)	(128 441)
		<u>13 226 762</u>	<u>12 164 520</u>	<u>12 002 562</u>
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		128 234	149 818	95 190
Immobilisations corporelles		126 556	111 291	102 272
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		72 705	96 980	118 575
Actifs d'impôts futurs	8	96 258	101 048	101 521
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		14 419	15 333	15 638
Autres éléments d'actif		437 895	388 724	453 857
		<u>929 857</u>	<u>916 984</u>	<u>940 843</u>
		<u>18 011 183 \$</u>	<u>17 295 959 \$</u>	<u>17 062 148 \$</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		11 480 114 \$	10 949 473 \$	10 946 057 \$
Entreprises, banques et autres		2 387 252	2 145 028	2 570 125
		<u>13 867 366</u>	<u>13 094 501</u>	<u>13 516 182</u>
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		934 089	1 077 009	954 885
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		1 141 420	1 100 385	623 480
Acceptations		128 234	149 818	95 190
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		106 730	81 807	105 940
Autres éléments de passif		712 982	696 019	683 278
		<u>3 023 455</u>	<u>3 105 038</u>	<u>2 462 773</u>
		<u>150 000</u>	<u>150 000</u>	<u>150 000</u>
Débiteures subordonnées				
Capitaux propres				
Actions privilégiées	5	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	5	253 240	251 158	250 948
Surplus d'apport		75	518	405
Bénéfices non répartis		516 996	485 334	472 430
Actions de trésorerie	5	-	(590)	(590)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1	(9 949)	-	-
		<u>970 362</u>	<u>946 420</u>	<u>933 193</u>
		<u>18 011 183 \$</u>	<u>17 295 959 \$</u>	<u>17 062 148 \$</u>

¹ Modifications de conventions comptables liées aux instruments financiers. Se reporter à la note 1.
Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE			POUR LES PÉRIODES DE	
		31 JUILLET 2007	TROIS MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL 2007	31 JUILLET 2006 ¹	NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006 ¹
Revenu d'intérêt						
Prêts		214 778 \$	198 582 \$	195 625 \$	615 050 \$	555 994 \$
Valeurs mobilières		13 386	15 468	19 609	44 996	53 129
Dépôts auprès d'autres banques		3 453	3 347	3 709	8 685	9 302
		231 617	217 397	218 943	668 731	618 425
Frais d'intérêt						
Dépôts et autres éléments de passif		127 900	120 004	124 394	370 473	342 551
Débitures subordonnées		1 950	1 887	3 057	5 788	10 749
		129 850	121 891	127 451	376 261	353 300
Revenu net d'intérêt		101 767	95 506	91 492	292 470	265 125
Provision pour pertes sur prêts	3	10 000	10 000	10 000	30 000	30 000
		91 767	85 506	81 492	262 470	235 125
Autres revenus						
Frais et commissions sur prêts et dépôts		23 206	21 607	22 097	66 383	63 353
Revenus tirés des activités de courtage		7 664	9 693	7 020	25 905	22 522
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		6 516	4 274	5 102	15 374	11 038
Revenus d'assurance crédit		2 453	3 030	3 131	9 065	9 356
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		3 521	3 318	2 717	9 913	7 726
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 490	2 572	2 540	7 421	8 190
Revenus de titrisation		1 236	3 215	2 245	5 011	8 937
Gain sur cession		-	-	-	-	931
Autres		2 189	2 456	1 681	6 762	5 570
		49 275	50 165	46 533	145 834	137 623
		141 042	135 671	128 025	408 304	372 748
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages sociaux		58 602	58 120	53 401	172 988	158 054
Frais d'occupation de locaux et technologie		27 758	28 568	26 769	83 082	80 829
Autres		22 013	22 263	23 075	65 583	67 114
		108 373	108 951	103 245	321 653	305 997
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices		32 669	26 720	24 780	86 651	66 751
Impôts sur les bénéfices	8	9 491	6 067	18 624	22 264	19 331
Bénéfice découlant des activités poursuivies Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices		23 178	20 653	6 156	64 387	47 420
Bénéfice net	2	23 178 \$	20 653 \$	6 156 \$	64 387 \$	47 774 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents		2 990	2 990	2 986	8 970	8 955
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		20 188 \$	17 663 \$	3 170 \$	55 417 \$	38 819 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)						
de base		23 662	23 638	23 613	23 642	23 601
dilué		23 728	23 685	23 644	23 690	23 652
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies						
de base		0,85 \$	0,75 \$	0,13 \$	2,34 \$	1,63 \$
dilué		0,85 \$	0,75 \$	0,13 \$	2,34 \$	1,63 \$
Résultat net par action ordinaire						
de base		0,85 \$	0,75 \$	0,13 \$	2,34 \$	1,64 \$
dilué		0,85 \$	0,75 \$	0,13 \$	2,34 \$	1,64 \$

¹ Les chiffres ont été retraités par suite de la comptabilisation sur une base brute des revenus relatifs aux activités de courtage. Se reporter à la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE		POUR LA PÉRIODE DE
		31 JUILLET	TROIS MOIS TERMINÉES LES	NEUF MOIS TERMINÉE LE
		2007	30 AVRIL	31 JUILLET
		2007	2007	2007
Bénéfice net		23 178 \$	20 653 \$	64 387 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	1			
Variation des gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente		(2 816)	19 719	16 476
Reclassement aux résultats des gains et pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		(336)	(1 701)	(1 790)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(4 686)	(1 039)	(6 083)
		(7 838)	16 979	8 603
Résultat étendu		15 340 \$	37 632 \$	72 990 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE	
		31 JUILLET	NEUF MOIS TERMINÉES LES
		2007	31 JUILLET
		2007	2006
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	5		
Solde au début de la période		251 158	249 633
Émissions au cours de la période		2 082	1 315
Solde à la fin de la période		253 240	250 948
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		518	73
Attribution d'actions en vertu de l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance	6	(590)	-
Rémunération à base d'actions	6	147	332
Solde à la fin de la période		75	405
Bénéfices non répartis			
Solde déjà établi au début de la période		485 334	454 124
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices	1	(3 185)	-
Solde redressé au début de la période		482 149	454 124
Bénéfice net		64 387	47 774
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents		(8 970)	(8 955)
Actions ordinaires		(20 570)	(20 513)
Solde à la fin de la période		516 996	472 430
Actions de trésorerie			
Solde au début de la période		(590)	(590)
Attribution d'actions	6	590	-
Solde à la fin de la période		-	(590)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1		
Solde au début de la période		-	-
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices		(18 552)	-
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		8 603	-
Solde à la fin de la période		(9 949)	-
Capitaux propres		970 362 \$	933 193 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
		31 JUILLET 2007	30 AVRIL 2007	31 JUILLET 2006	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice net		23 178 \$	20 653 \$	6 156 \$	64 387 \$	47 774 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provision pour pertes sur prêts		10 000	10 000	10 000	30 000	30 000
Gains sur les activités de titrisation	4	(1 055)	(2 625)	(1 251)	(3 680)	(6 161)
Perte nette (gain net) sur disposition d'immobilisations corporelles		-	(277)	-	(380)	26
Perte nette (gain net) découlant des activités abandonnées	2	-	-	1	-	(532)
Gain sur cessions		-	-	-	-	(931)
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		(711)	4 386	(127)	2 371	1 519
Impôts futurs		8 943	4 353	12 549	18 983	4 935
Amortissements		7 187	7 119	6 552	21 180	20 013
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de transaction		(100 836)	457 788	138 461	99 599	(436 995)
Variation des intérêts courus à recevoir		11 914	(7 849)	(1 842)	15 132	5 029
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		(18 981)	24 306	29 505	24 275	24 878
Variation des intérêts courus à payer		(21 213)	(19 109)	3 830	(26 171)	10 812
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		39 159	(18 778)	(35 713)	24 923	613
Autres, net		40 750	(46 991)	(76 649)	(36 334)	6 782
		(1 665)	432 976	91 472	234 285	(292 238)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Variation nette des dépôts		371 471	327 785	408 326	772 865	(180 756)
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		26 091	(450 416)	(312 238)	(142 920)	228 822
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		(165 752)	717 605	(129 649)	41 035	563 415
Émission de débetures subordonnées		-	-	-	-	150 000
Rachat de débetures subordonnées		-	-	(150 000)	-	(150 000)
Émissions d'actions ordinaires		1 573	237	-	2 082	1 315
Dividendes, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents		(9 856)	(9 846)	(9 829)	(29 540)	(29 468)
		223 527	585 365	(193 390)	643 522	583 328
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction						
Acquisitions		(2 015 904)	(2 703 298)	-	(6 454 221)	-
Produit à la vente		2 221 718	2 317 896	-	6 798 377	-
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement						
Acquisitions		-	-	(1 958 771)	-	(9 975 973)
Produit à la vente et à l'échéance		-	-	1 865 608	-	10 191 617
Variation des prêts		(963 207)	(424 793)	(394 531)	(1 590 911)	(978 431)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		255 362	(424 241)	512 339	46 700	(30 095)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		310 904	177 857	111 087	488 761	631 896
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(14 257)	(9 059)	(9 998)	(36 192)	(27 560)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		1	401	-	1 225	405
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		(13 596)	34 067	(19 039)	(133 059)	(103 595)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'une filiale		-	-	-	-	(140)
		(218 979)	(1 031 170)	106 695	(879 320)	(291 876)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		2 883	(12 829)	4 777	(1 513)	(786)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		66 511	79 340	52 174	70 907	57 737
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		69 394 \$	66 511 \$	56 951 \$	69 394 \$	56 951 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :						
Intérêts versés au cours de la période		150 074 \$	152 193 \$	125 266 \$	409 387 \$	346 943 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		5 895 \$	1 094 \$	3 943 \$	15 085 \$	17 274 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2006. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2006. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Revenus liés aux activités de courtage

Les données des autres revenus pour 2006 ont été ajustées afin de refléter la présentation des résultats des activités de courtage à leur montant brut, alors qu'auparavant, ils étaient présentés nets des commissions et des frais autres que d'intérêt. L'effet des montants retraités se détaille comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE	POUR LA PÉRIODE DE
	TROIS MOIS TERMINÉE LE	NEUF MOIS TERMINÉE LE
	31 JUILLET	31 JUILLET
	2006	2006
Ajustements pour 2006		
Autres revenus - Activités de courtage	2 183 \$	6 884 \$
Frais autres que d'intérêt - Salaires et avantages sociaux	1 871 \$	5 922 \$
Frais autres que d'intérêt - Frais d'occupation de locaux et technologie	312 \$	962 \$

Instruments financiers

Le 1^{er} avril 2005, l'ICCA a publié les normes comptables intitulées *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Instruments financiers – informations à fournir et présentation, Couvertures et Résultat étendu*. La Banque a adopté ces nouvelles normes le 1^{er} novembre 2006, de manière prospective. Par conséquent, les états financiers présentés pour fin de comparaison n'ont pas été retraités, conformément aux dispositions transitoires prévues. L'incidence comptable de ces nouvelles normes sur les états financiers de la Banque est présentée ci-après.

Chapitre 3855, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu du chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, tous les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés en date de règlement à la juste valeur au bilan consolidé. Par la suite, ils sont réévalués à la juste valeur à l'exception des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des passifs financiers détenus à des fins autres que de transaction, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Les gains et les pertes réalisés et latents sur les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont constatés immédiatement à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers. Les gains latents et les pertes latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'au moment de leur réalisation. Lorsqu'ils sont réalisés, ils sont constatés à l'état consolidé des résultats. Le revenu d'intérêt gagné, l'amortissement des primes et escomptes ainsi que les dividendes reçus sont inclus dans le revenu d'intérêt. Le revenu d'intérêt sur les prêts est comptabilisé selon la comptabilité d'exercice. Les commissions reçues et honoraires de montage relatifs aux prêts, y compris les charges de restructuration et de renégociation, sont généralement imputés au revenu d'intérêt sur la durée de ces prêts. Les frais d'origination et autres frais payés sont imputés en réduction du revenu d'intérêt sur la durée des prêts. Les frais perçus en raison du remboursement anticipé de prêts sont inclus dans le revenu d'intérêt lorsque les prêts sont réglés. Les coûts de transaction, frais d'origination et autres frais associés aux instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction, sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les coûts de transaction, frais d'origination et autres frais associés à l'acquisition d'instruments financiers disponibles à la vente et d'autres passifs financiers sont ajoutés au coût initial de l'instrument.

Tous les instruments financiers dérivés sont présentés à la juste valeur au bilan consolidé, y compris les instruments dérivés intégrés dans d'autres contrats qui ne sont pas considérés comme étant étroitement liés aux contrats hôtes.

Les instruments financiers dérivés utilisés afin de gérer les risques de la Banque à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans les frais d'intérêt à l'état consolidé des résultats. Lorsque ces instruments financiers dérivés ne satisfont pas aux exigences de la comptabilité de couverture, tel que discuté ci-dessous, les gains et les pertes réalisés et latents qui en résultent sont immédiatement constatés dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers.

Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et latents qui en résultent sont également constatés dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers.

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la constatation initiale est généralement le prix de la transaction, c.-à-d. la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Dans certains cas, la juste valeur initiale peut être fondée sur d'autres transactions observables sur les marchés pour le même instrument ou sur une autre technique d'évaluation dont les variables comprennent uniquement des données provenant de marchés observables.

Après la constatation initiale, les justes valeurs d'instruments financiers qui sont cotés sur des marchés actifs sont généralement fondés sur les cours acheteurs, pour les actifs financiers détenus, et sur les cours vendeurs, pour les passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, les justes valeurs sont déterminées au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix de marché actuels et, le cas échéant, les prix contractuels des instruments sous-jacents, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont généralement déterminées au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent certaines données observables et non observables, dont notamment les prix de marché actuels et les prix contractuels des instruments sous-jacents, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Le chapitre 3855 permet également à une entité de désigner volontairement un instrument financier comme étant détenu à des fins de transaction. La Banque choisit cette option d'évaluation à la juste valeur :

- lorsque la désignation volontaire permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont évalués différemment, ou que les gains et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés différemment; et
- lorsqu'il est possible de déterminer avec fiabilité la juste valeur des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction.

Les instruments qui sont classés comme détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur sont assujettis à certaines conditions et exigences additionnelles établies par le BSIF.

Chapitre 3865, Couvertures

Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine, pour chaque instrument financier dérivé, si la comptabilité de couverture est appropriée. Le cas échéant, la Banque documente la relation de couverture en bonne et due forme, y compris le type de couverture, soit la couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, l'identification de l'élément couvert, l'objectif de gestion du risque, la stratégie de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera utilisée. L'instrument financier dérivé doit être grandement efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. L'efficacité est généralement réévaluée mensuellement au moyen de modèles de régressions statistiques.

Couverture de juste valeur

Les opérations de couverture de juste valeur comprennent principalement des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir les variations de la juste valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes.

Les instruments financiers dérivés efficaces, détenus à des fins de couverture de juste valeur, sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont constatées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert sont aussi constatées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers, moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts au bilan consolidé. S'il s'avère que la relation de couverture cesse d'être efficace, ou si l'élément de couverture est cédé ou résilié, la comptabilité de couverture cesse, de manière prospective. L'ajustement cumulatif de la valeur comptable de l'élément couvert lié à une relation de couverture qui cesse d'être efficace est constaté dans le revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. En outre, si l'élément couvert est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse également, et l'ajustement cumulatif de la valeur comptable de l'élément couvert est alors immédiatement constaté dans les autres revenus.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie comprennent principalement des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable.

Les instruments financiers dérivés efficaces, détenus à des fins de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur liées à la portion efficace de la couverture sont constatées dans les autres éléments du résultat étendu. Les variations de la juste valeur liées à la portion inefficace de la couverture sont constatées immédiatement à l'état consolidé des résultats. Les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassées à l'état consolidé des résultats, dans le revenu net d'intérêt, au cours des périodes où les flux de trésorerie constituant l'élément couvert influent sur les résultats. S'il s'avère que la relation de couverture cesse d'être efficace, ou si l'élément de couverture est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse, de manière prospective. Les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu relatives à une relation de couverture de flux de trésorerie qui cesse d'être efficace sont reclassées à l'état consolidé des résultats, dans le revenu net d'intérêt, au cours des périodes où les flux de trésorerie constituant l'élément couvert influent sur les résultats. En outre, si l'élément couvert est cédé ou résilié avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse également, et les variations de la juste valeur constatées dans les autres éléments du résultat étendu connexes sont alors immédiatement reclassées à l'état consolidé des résultats, dans les autres revenus.

Autres considérations

Il demeure toujours possible de désigner les instruments financiers dérivés pour lesquels la Banque a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la nouvelle désignation, toute juste valeur antérieurement constatée au bilan consolidé sera amortie par imputation aux autres revenus sur la durée résiduelle de l'instrument financier dérivé.

Chapitre 1530, Résultat étendu

Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, exige la présentation d'un nouvel état consolidé du résultat étendu et du montant cumulé des autres éléments du résultat étendu sous une rubrique distincte des capitaux propres du bilan consolidé. L'état consolidé du résultat étendu présente le bénéfice net, de même que les autres éléments du résultat étendu : les gains et pertes latents sur les instruments financiers disponibles à la vente, la portion efficace des variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et le solde à reclasser à l'état consolidé des résultats découlant de relations de couverture de flux de trésorerie interrompues.

INCIDENCE DE L'ADOPTION DES CHAPITRES 3855, 3865 ET 1530

L'adoption des chapitres 3855, 3865 et 1530 a eu l'incidence suivante sur certains éléments du bilan consolidé de la Banque :

a) le reclassement des titres du portefeuille de placement en valeurs mobilières dans les nouvelles catégories d'actifs financiers, à savoir, les *titres disponibles à la vente*, les *titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction* et les *titres détenus jusqu'à leur échéance*, moyennant des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu;

b) le reclassement des soldes au bilan consolidé afin de refléter les nouvelles normes comptables relatives à la comptabilité de couverture, moyennant des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Ces éléments sont détaillés ci-dessous.

Rapprochement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis

EN MILLIERS DE DOLLARS

Solde des bénéfices non répartis tel que publié au 31 octobre 2006, avant l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	485 334 \$
Ajustements, net des impôts sur les bénéfices :	
Valeurs mobilières désignées comme étant détenues à des fins de transaction	1 061
Opérations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appropriée et autres éléments	(4 246)
Total des ajustements	(3 185)
Solde des bénéfices non répartis au 1 ^{er} novembre 2006, après l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	482 149 \$

Rapprochement du solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS

Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 octobre 2006, avant l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	- \$
Ajustements, nets des impôts sur les bénéfices :	
Valeurs mobilières disponibles à la vente	(2 620)
Comptabilité de couverture	(15 932)
Total des ajustements	(18 552)
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu en date du 1 ^{er} novembre 2006, après l'application initiale des chapitres 3855, 3865 et 1530	(18 552) \$

a) Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières du *portefeuille de placement* ont été reclassées dans les nouvelles catégories d'actifs financiers suivantes :

- *Titres disponibles à la vente* - La réévaluation reflétant les gains latents et pertes latentes sur ces titres a donné lieu à une réduction du cumul des autres éléments du résultat étendu de 3 906 000 \$ (2 620 000 \$, nets des impôts).
- *Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction* - La réévaluation reflétant les gains latents et les pertes latentes sur ces titres a donné lieu à une augmentation du solde des bénéfices non répartis d'ouverture de 1 581 000 \$ (1 061 000 \$, nets des impôts).

Aucun titre du portefeuille de placement n'a été reclassé parmi les *titres détenus jusqu'à l'échéance*, ou transféré dans le portefeuille de titres détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous résume les reclassements apportés au portefeuille de placement par suite de l'application initiale du chapitre 3855.

Soldes au bilan consolidé avant l'application initiale du chapitre 3855, tels que publiés au 31 octobre 2006		Soldes au bilan consolidé après l'application initiale du chapitre 3855, au 1er novembre 2006		
EN MILLIERS DE DOLLARS	PORTEFEUILLE DE PLACEMENT	TITRES DÉSIGNÉS COMME ÉTANT DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (A)	TITRES DÉSIGNÉS COMME ÉTANT DISPONIBLES À LA VENTE (B)	TOTAL DES TITRES AUTRES QUE DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION ¹ (A+B)
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	1 277 679 \$	13 796 \$	1 260 467 \$	1 274 263 \$
par des provinces	2 674	-	2 672	2 672
Autres titres d'emprunt	196 312	165 720	30 818	196 538
Actions privilégiées	56 556	-	56 678	56 678
Actions ordinaires et autres	34 001	-	35 049	35 049
	1 567 222 \$	179 516 \$	1 385 684 \$	1 565 200 \$

¹ Ces montants comprennent maintenant les gains latents et pertes latentes non antérieurement constatés dans le portefeuille de placement au 31 octobre 2006.

Les valeurs mobilières du *portefeuille de négociation* ont été reclassées dans le portefeuille des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction sans incidence sur les soldes du bilan consolidé d'ouverture.

b) Comptabilité de couvertures

Couvertures de justes valeurs

Les gains et pertes reportés relatifs à des relations de couverture de juste valeur ont été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les variations antérieures de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert ont aussi été comptabilisées dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts au bilan consolidé. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis puisqu'elles se compensaient au 1^{er} novembre 2006.

Couverture de flux de trésorerie

L'adoption du chapitre 3865 a donné lieu à un ajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu de (23 750 000) \$ ((15 932 000) \$, nets des impôts), correspondant à la perte latente nette liée à des swaps de taux d'intérêts désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie de 14 075 000 \$ (9 442 000 \$, net des impôts) et à des pertes reportées de 9 675 000 \$ (6 490 000 \$, nets des impôts) provenant de relations de couverture ayant été interrompues antérieurement devant être amorties.

Cessation de relation de couverture impliquant des éléments de couverture autres que des dérivés et inefficacité cumulative des relations de couverture

En vertu du chapitre 3865, les relations de couverture de juste valeur à l'égard de valeurs mobilières dont l'élément de couverture n'est pas un instrument financier dérivé ne sont plus permises. De plus, l'inefficacité cumulative des relations de couverture doit être mesurée, et la portion inefficace des variations de juste valeur est constatée à l'état consolidé des résultats. Relativement à ces éléments, l'adoption du chapitre 3865 a donné lieu à une réduction de 6 337 000 \$ (4 246 000 \$, nets des impôts) du solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Inefficacité relative aux relations de couverture

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées dans l'état consolidé des résultats étaient de (220 000) \$ ((280 000) \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007) relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie, et de (47 000) \$ ((76 000) \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007) relativement aux relations de couverture de juste valeur.

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu, dans les capitaux propres.

EN MILLIERS DE DOLLARS	31 JUILLET 2007		1 ^{ER} NOVEMBRE 2006	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats désignés comme instruments de couverture				
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 711 000 \$	(21 407) \$	3 822 000 \$	(13 830) \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	2 310 000	(10 223)	130 000	220
	6 021 000 \$	(31 630) \$	3 952 000 \$	(13 610) \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Le montant net des pertes reportées présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2007, que la Banque prévoit reclasser à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois, s'élève à 5 142 000 \$.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 31 juillet 2007.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007, une perte de 4 777 000 \$ (une perte de 5 850 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007) a été constatée dans le revenu de négociation au titre des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 62 815 000 \$ comme détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 62 652 000 \$ est de 163 000 \$.

Autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JUILLET 2007		
	MONTANTS AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	MONTANTS NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	(4 134) \$	1 318 \$	(2 816) \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	(498)	162	(336)
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	(4 632)	1 480	(3 152)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(7 094)	2 408	(4 686)
Autres éléments du résultat étendu	(11 726) \$	3 888 \$	(7 838) \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 JUILLET 2007		
	MONTANTS AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	MONTANTS NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	19 200 \$	(2 724) \$	16 476 \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	(1 561)	(229)	(1 790)
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	17 639	(2 953)	14 686
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(9 232)	3 149	(6 083)
Autres éléments du résultat étendu	8 407 \$	196 \$	8 603 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2007		
	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au début de la période	- \$	- \$	- \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable, net des impôts sur les résultats	(15 932)	(2 620)	(18 552)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007	(358)	(180)	(538)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007	(1 039)	18 018	16 979
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007	(4 686)	(3 152)	(7 838)
Solde à la fin de la période	(22 015) \$	12 066 \$	(9 949) \$

2. CESSIONS

Cession de la coentreprise BLC–Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a conclu la cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (BLCER) à Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance).

Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a reconnu un revenu de 187 000 \$ (124 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) relativement à la clause de récupération portant sur les fonds institutionnels sous gestion. De même, parallèlement à la cession de BLCER, la Banque a convenu de vendre les investissements sous forme de mise de fonds initiale dans des fonds communs de placement (investissements) qu'elle détenait. De plus, au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a complété la cession de ces investissements et a comptabilisé un revenu de 300 000 \$ (200 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) afin de constater les gains nets réalisés. Ces gains ont été entièrement attribués au secteur Autres.

Résultat par action ordinaire découlant des activités abandonnées

EN DOLLARS	31 JUILLET	POUR LES PÉRIODES DE		POUR LES PÉRIODES DE	
	2007	TROIS MOIS TERMINÉES LES	31 JUILLET	NEUF MOIS TERMINÉES LES	31 JUILLET
		30 AVRIL	2006	31 JUILLET	2006
de base	- \$	- \$	- \$	- \$	0,01 \$
dilué	- \$	- \$	- \$	- \$	0,01 \$

3. PRÊTS

PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

AU 31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 789 477 \$	18 627 \$	7 167 \$	26 663 \$	33 830 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 349 418	20 288	1 850	4 404	6 254
Prêts hypothécaires commerciaux	670 918	4 855	1 563	3 811	5 374
Prêts commerciaux et autres	1 533 864	65 516	41 085	30 372	71 457
	13 343 677 \$	109 286 \$	51 665 \$	65 250 \$	116 915 \$

AU 31 OCTOBRE 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 168 026 \$	16 100 \$	5 659 \$	26 436 \$	32 095 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 985 656	16 501	3 479	4 771	8 250
Prêts hypothécaires commerciaux	659 014	8 393	3 472	2 471	5 943
Prêts commerciaux et autres	1 476 977	89 603	47 293	26 900	74 193
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 672	4 672
	12 289 673 \$	130 597 \$	59 903 \$	65 250 \$	125 153 \$

AU 31 JUILLET 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 160 630 \$	14 841 \$	5 276 \$	23 855 \$	29 131 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 799 043	12 087	3 802	4 676	8 478
Prêts hypothécaires commerciaux	638 765	10 194	4 970	3 607	8 577
Prêts commerciaux et autres	1 532 565	95 579	49 143	28 407	77 550
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 705	4 705
	12 131 003 \$	132 701 \$	63 191 \$	65 250 \$	128 441 \$

PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET
2007 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	5 659 \$	3 479 \$	3 472 \$	47 293 \$	59 903 \$	64 556 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	21 318	825	264	7 593	30 000	30 000
Radiations	(23 228)	(2 489)	(2 175)	(13 921)	(41 813)	(34 375)
Recouvrements	3 418	35	2	120	3 575	3 421
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession d'une filiale	-	-	-	-	-	(411)
Solde en fin de période	7 167 \$	1 850 \$	1 563 \$	41 085 \$	51 665 \$	63 191 \$

3. PRÊTS (SUITE)

PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET						
						2007	2006
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	PROVISION GÉNÉRALE NON ATTRIBUÉE	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
Solde en début de période	26 436 \$	4 771 \$	2 471 \$	26 900 \$	4 672 \$	65 250 \$	65 250 \$
Variation au cours de la période	227	(367)	1 340	3 472	(4 672)	-	-
Solde en fin de période	26 663 \$	4 404 \$	3 811 \$	30 372 \$	- \$	65 250 \$	65 250 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste autres revenus.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts résidentiels réalisées par la Banque :

EN MILLIERS DE DOLLARS	31 JUILLET	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES	
	2007	30 AVRIL 2007	31 JUILLET 2006	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	310 904 \$	136 777 \$	111 087 \$	447 681 \$	631 896 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	8 504	4 730	2 856	13 234	14 375
Passif de gestion	(2 123)	(1 091)	(733)	(3 214)	(4 401)
Compte de réserve	7 419	1 076	4 629	8 495	15 582
Autres	(4 514)	(1 157)	(872)	(5 671)	(3 646)
	320 190	140 335	116 967	460 525	653 806
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	319 135	138 134	115 716	457 269	647 645
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	1 055 \$	2 201 \$	1 251 \$	3 256 \$	6 161 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

	31 JUILLET 2007
Taux de remboursement anticipé	25,9 %
Taux d'actualisation	4,80 %
Taux de pertes sur créances	0,05 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Au cours du deuxième trimestre 2007, la Banque a également titrisé des hypothèques commerciales pour 40 338 000 \$, générant un gain de 424 000 \$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement aux hypothèques commerciales.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 1 262 348 000 \$ au 31 juillet 2007 (1 079 026 000 \$ au 31 octobre 2006).

5. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 58 338 actions ordinaires (79 589 actions ordinaires au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2007) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 1 573 000 \$ (2 082 000 \$ au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2007).

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JUILLET 2007		AU 31 OCTOBRE 2006	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ¹				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 700 025	253 240 \$	23 620 436	251 158 \$
Actions de trésorerie	-	- \$	(20 000)	(590) \$

¹ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

6. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Programme d'unités d'actions restreintes

En vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 612 000 \$ a été convertie en 19 978 unités d'actions restreintes entièrement acquises au cours du premier trimestre de l'exercice 2007. La Banque a également contribué pour 11 987 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2009.

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du premier trimestre 2007, la Banque a octroyé 50 000 options d'achat d'actions avec un prix d'exercice de 29,47 \$, à une juste valeur de 4,55 \$ l'option. Une charge de 29 000 \$ a été comptabilisée relativement à cet octroi au cours du troisième trimestre 2007, à la rubrique salaires et avantages sociaux (75 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007).

La juste valeur de ces options a été évaluée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle de Black et Scholes, en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	4,10 %
Durée de vie prévue des options	7 ans
Volatilité prévue	19,60 %
Dividendes prévus	4,00 %

L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JUILLET 2007	AU 31 OCTOBRE 2006
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	280 815	339 604
Pouvant être levées à la fin de la période	230 815	339 604

Octroi d'actions lié à la performance

Conformément à l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance, les droits concernant les 20 000 actions ordinaires ayant été octroyées en 2005 ont été acquis en janvier 2007, les objectifs ayant été atteints. En conséquence, les actions ont été émises à l'employé. Une charge de 72 000 \$ a été comptabilisée relativement à cette entente au cours du premier trimestre de 2007 à la rubrique salaires et avantages sociaux.

Régime de droits à la plus-value des actions (DPVA)

Au cours du troisième trimestre 2007, la Banque a octroyé 229 000 droits à la plus-value des actions (DPVA) pour un prix d'exercice de 34,47 \$.

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE			POUR LES PÉRIODES DE	
	31 JUILLET 2007	TROIS MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL 2007	31 JUILLET 2006	NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	4 158 \$	4 022 \$	4 805 \$	12 517 \$	14 040 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	771	735	691	2 201	1 914
Charge liée aux autres régimes	807	780	630	2 394	1 870
Total	5 736 \$	5 537 \$	6 126 \$	17 112 \$	17 824 \$

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9 491 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 29,1 %. Ce plus faible taux d'impôt, comparativement au taux prévu par la loi d'environ 33 %, résulte des investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, ainsi que de la faible imposition des bénéfices tirés des opérations d'assurance crédit.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 22 264 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 25,7 %. Le taux d'imposition inférieur pour cette période de neuf mois résulte des éléments noté ci-dessus, de même que des éléments suivants : au cours du deuxième trimestre – l'imposition réduite de gain en capital pour 710 000 \$ et un ajustement favorable de 848 000 \$ relatif au rapatriement de bénéfices non répartis accumulés liés à des activités étrangères d'assurance crédit ; au cours du premier trimestre – un ajustement favorable de 900 000 \$ afin de refléter l'augmentation de la valeur de l'actif d'impôt futur à la suite de l'adoption, en décembre 2006, des mesures fiscales fédérales visant à hausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 18 624 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 75,2 %. Ce taux reflétait la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque de 11 000 000 \$ à la suite de la réduction des taux fédéral d'imposition des sociétés au Canada pour les exercices 2008 et suivants. Excluant l'effet de cette baisse de valeur, les impôts sur les bénéfices auraient totalisé 7 624 000 \$ pour le trimestre, soit un taux d'imposition effectif de 30,8 %.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 19 331 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 29,0 %. Ce taux d'imposition reflète l'effet combiné de l'ajustement du troisième trimestre de 11 000 000 \$, tel que décrit ci-dessus, et des éléments suivants : au cours du deuxième trimestre – la récupération d'impôt de 11 327 000 \$ résultant de la réduction de certains risques fiscaux, la reconnaissance d'écarts temporaires non constatés antérieurement liés à l'impôt minimum des institutions financières d'un montant de 2 730 000 \$ et la constatation d'une charge de 3 385 000 \$ découlant de la décision de rapatrier du capital lié aux opérations étrangères d'assurance crédit ; au cours du premier trimestre – l'ajustement favorable de 2 398 000 \$ aux actifs d'impôts futurs, dû à l'augmentation des taux d'imposition au Québec et l'incidence favorable de la faible imposition du gain résultant de la cession de Corporation financière Brome.

9. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D'ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES PÉRIODES DE			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS	
	31 JUILLET 2007	TROIS MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL 2007	31 JUILLET 2006	31 JUILLET 2007	31 JUILLET 2006
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 661 820	23 638 152	23 612 865	23 642 412	23 601 426
Options d'achat d'actions dilutives et autres	66 522	47 076	31 025	47 466	50 538
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 728 342	23 685 228	23 643 890	23 689 878	23 651 964
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ¹	-	-	124 200	30 150	41 855

¹ Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

10. INFORMATION SECTORIELLE

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	68 847 \$	15 513 \$	20 863 \$	570 \$	(4 026) \$	101 767 \$
Autres revenus	26 483	5 144	3 014	8 005	6 629	49 275
Revenu total	95 330	20 657	23 877	8 575	2 603	151 042
Provision pour pertes sur prêts	6 414	2 430	1 156	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	75 453	9 019	10 497	7 826	5 578	108 373
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	13 463	9 208	12 224	749	(2 975)	32 669
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 717	3 085	4 136	170	(1 617)	9 491
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	9 746	6 123	8 088	579	(1 358)	23 178
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	9 746 \$	6 123 \$	8 088 \$	579 \$	(1 358) \$	23 178 \$
Actif moyen²	8 797 006 \$	2 481 731 \$	3 213 020 \$	1 479 992 \$	948 407 \$	16 920 156 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	64 633 \$	15 003 \$	19 551 \$	376 \$	(4 057) \$	95 506 \$
Autres revenus ¹	25 689	5 553	2 998	14 214	1 711	50 165
Revenu total	90 322	20 556	22 549	14 590	(2 346)	145 671
Provision pour pertes sur prêts	6 721	2 241	1 038	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	74 852	9 225	10 764	7 956	6 154	108 951
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	8 749	9 090	10 747	6 634	(8 500)	26 720
Impôts sur les bénéfices (récupération)	1 944	3 045	3 623	1 341	(3 886)	6 067
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	6 805	6 045	7 124	5 293	(4 614)	20 653
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	6 805 \$	6 045 \$	7 124 \$	5 293 \$	(4 614) \$	20 653 \$
Actif moyen²	8 575 446 \$	2 413 619 \$	2 934 231 \$	1 498 057 \$	1 312 860 \$	16 734 213 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES ⁴	TOTAL
Revenu net d'intérêt	66 198 \$	14 648 \$	19 051 \$	207 \$	(8 612) \$	91 492 \$
Autres revenus	24 515	5 873	3 145	7 096	5 904	46 533
Revenu total	90 713	20 521	22 196	7 303	(2 708)	138 025
Provision pour pertes sur prêts	7 289	1 215	1 496	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	73 307	8 939	10 469	6 748	3 782	103 245
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	10 117	10 367	10 231	555	(6 490)	24 780
Impôts sur les bénéfices	3 388	3 473	3 471	43	8 249	18 624
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	6 729	6 894	6 760	512	(14 739)	6 156
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	6 729 \$	6 894 \$	6 760 \$	512 \$	(14 739) \$	6 156 \$
Actif moyen²	8 277 569 \$	2 265 991 \$	2 771 988 \$	1 464 569 \$	2 052 333 \$	16 832 450 \$

10. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	199 206 \$	45 942 \$	60 170 \$	1 239 \$	(14 087) \$	292 470 \$
Autres revenus ¹	77 530	16 540	8 806	30 931	12 027	145 834
Revenu total	276 736	62 482	68 976	32 170	(2 060)	438 304
Provision pour pertes sur prêts	19 431	7 360	3 209	-	-	30 000
Frais autres que d'intérêt	222 971	27 217	31 674	23 421	16 370	321 653
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	34 334	27 905	34 093	8 749	(18 430)	86 651
Impôts sur les bénéfices (récupération)	8 499	9 348	11 529	1 890	(9 002)	22 264
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	25 835	18 557	22 564	6 859	(9 428)	64 387
Bénéfices découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	25 835 \$	18 557 \$	22 564 \$	6 859 \$	(9 428) \$	64 387 \$
Actif moyen ²	8 627 827 \$	2 412 767 \$	2 994 672 \$	1 539 471 \$	1 180 157 \$	16 754 894 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE
31 JUILLET 2006

EN MILLIERS DE DOLLARS	SFAP	SFAE ³	B2B	VMBL ³	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	192 988 \$	43 993 \$	54 622 \$	790 \$	(27 268) \$	265 125 \$
Autres revenus	70 656	17 609	9 764	22 749	16 845	137 623
Revenu total	263 644	61 602	64 386	23 539	(10 423)	402 748
Provision pour pertes sur prêts	17 592	7 890	4 518	-	-	30 000
Frais autres que d'intérêt	215 556	27 954	32 657	20 332	9 498	305 997
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	30 496	25 758	27 211	3 207	(19 921)	66 751
Impôts sur les bénéfices (récupération)	10 187	8 627	9 233	896	(9 612)	19 331
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	20 309	17 131	17 978	2 311	(10 309)	47 420
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	354	354
Bénéfice net	20 309 \$	17 131 \$	17 978 \$	2 311 \$	(9 955) \$	47 774 \$
Actif moyen ²	8 137 184 \$	2 248 267 \$	2 685 502 \$	1 475 551 \$	2 149 033 \$	16 695 537 \$

- SFAP - Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.
- SFAE - Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.
- B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.
- VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
- Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.
- 1 Au cours du deuxième trimestre de 2007, le premier appel public à l'épargne de la Bourse de Montréal a déclenché la réévaluation des actions détenues par la Banque pour un montant de 21,7 millions \$ (18,2 millions \$ net des impôts sur les bénéfices) dans les autres éléments du résultat étendu. Une partie de la position a par la suite été vendue et un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$ net des impôts sur les bénéfices) a été reclassé aux autres revenus dans le secteur d'activité VMBL. De même, au deuxième trimestre, une perte sur cession de valeurs mobilières de 4,3 millions \$ a été encourue et est présentée dans le secteur Autres.
- 2 Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.
- 3 Les résultats de VMBL pour l'exercice financier 2006 ont été retraités afin de présenter les revenus avant déductions de certaines commissions et autres coûts qui, auparavant, étaient déduits des revenus.
- 4 Les résultats du troisième trimestre 2006 du secteur Autres incluent une charge d'impôt de 11 000 000 \$ résultant de la réduction des taux fédéral d'imposition des sociétés au Canada pour les exercices 2008 et suivants (voir la note 8 aux états financiers consolidés intermédiaires).
- 5 Les résultats du premier trimestre 2006 incluent une contribution au bénéfice net de 0,05 million \$ provenant de Corporation financière Brome inc. pour les deux mois précédant la cession de la filiale, ainsi que le gain de 0,93 million \$ résultant de cette cession.

AUTRES REVENUS

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	2007 T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	- \$	13 083 \$	12 599 \$	12 291 \$
Commissions sur prêts	-	5 963	5 663	5 882
Commissions sur cartes de crédit	-	4 160	3 345	3 397
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	-	23 206	21 607	21 570
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	-	7 664	9 693	8 548
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	-	6 516	4 274	4 584
Revenus d'assurance crédit	-	2 453	3 030	3 582
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	-	3 521	3 318	3 074
Revenus de régimes enregistrés autogérés	-	2 490	2 572	2 359
Revenus de titrisation	-	1 236	3 215	560
Autres	-	2 189	2 456	2 117
Sous-total - autres	-	26 069	28 558	24 824
Total - autres revenus	- \$	49 275 \$	50 165 \$	46 394 \$
En % de l'actif moyen	- %	1,16 %	1,23 %	1,11 %

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	2006 T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	12 055 \$	12 096 \$	11 926 \$	11 836 \$
Commissions sur prêts	5 865	6 414	5 303	6 096
Commissions sur cartes de crédit	3 342	3 587	2 983	3 112
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	21 262	22 097	20 212	21 044
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	8 896	7 020	8 280	7 222
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 168	5 102	2 889	3 047
Revenus d'assurance crédit	3 222	3 131	3 249	2 976
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	2 911	2 717	2 636	2 373
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 325	2 540	2 893	2 757
Revenus de titrisation	1 035	2 245	3 554	3 138
Gain sur cession	-	-	-	931
Autres	1 158	1 681	1 587	2 302
Sous-total - autres	23 715	24 436	25 088	24 746
Total - autres revenus	44 977 \$	46 533 \$	45 300 \$	45 790 \$
En % de l'actif moyen	1,07 %	1,10 %	1,11 %	1,10 %

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	2007			
	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	- \$	37 606 \$	36 266 \$	36 160 \$
Avantages sociaux	-	13 655	13 809	12 965
Rémunérations liées à la performance	-	7 341	8 045	7 141
Sous-total - salaires et avantages sociaux	-	58 602	58 120	56 266
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	-	10 402	11 291	10 103
Loyers et impôts fonciers	-	8 617	8 750	8 461
Amortissement	-	6 883	6 814	6 569
Entretien et réparation	-	1 424	1 208	1 200
Services d'utilité publique	-	296	417	309
Autres	-	136	88	114
Sous-total - locaux et technologie	-	27 758	28 568	26 756
Autres frais				
Taxes et assurances	-	4 431	4 590	5 641
Honoraires et commissions	-	5 208	4 845	3 649
Communications et frais de déplacement	-	4 631	4 677	4 373
Publicité et développement des affaires	-	4 534	4 433	3 660
Articles de bureau et publications	-	1 418	1 691	1 705
Recrutement et formation	-	684	708	982
Autres	-	1 107	1 319	1 297
Sous-total - autres frais	-	22 013	22 263	21 307
Total - frais autres que d'intérêt	- \$	108 373 \$	108 951 \$	104 329 \$
En % de l'actif moyen	- %	2,54 %	2,67 %	2,49 %

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	2006			
	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	35 225 \$	36 647 \$	34 102 \$	34 814 \$
Avantages sociaux	12 727	12 426	12 903	11 923
Rémunérations liées à la performance	7 577	4 328	3 369	7 542
Sous-total - salaires et avantages sociaux	55 529	53 401	50 374	54 279
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	10 485	10 526	10 769	10 244
Loyers et impôts fonciers	8 399	8 345	8 372	8 451
Amortissement	6 874	6 249	6 348	6 502
Entretien et réparation	1 327	1 211	1 209	1 177
Services d'utilité publique	265	276	364	316
Autres	(28)	162	188	120
Sous-total - locaux et technologie	27 322	26 769	27 250	26 810
Autres frais				
Taxes et assurances	5 983	5 732	6 110	6 090
Honoraires et commissions	5 357	5 210	4 903	3 688
Communications et frais de déplacement	4 436	4 666	4 371	4 061
Publicité et développement des affaires	3 124	3 837	3 728	4 611
Articles de bureau et publications	1 412	1 443	1 490	1 622
Recrutement et formation	383	612	490	611
Autres	1 272	1 575	1 273	991
Sous-total - autres frais	21 967	23 075	22 365	21 674
Total - frais autres que d'intérêt	104 818 \$	103 245 \$	99 989 \$	102 763 \$
En % de l'actif moyen	2,49 %	2,43 %	2,46 %	2,46 %

CAPITAL RÉGLEMENTAIRE - BRI

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2007	AU 31 OCTOBRE 2006	AU 31 JUILLET 2006
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires	253 240 \$	250 568 \$	250 358 \$
Surplus d'apport	75	518	405
Bénéfices non répartis	516 996	485 334	472 430
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition	(53 790)	(53 790)	(53 790)
Total - capital de première catégorie (A)	926 521	892 630	879 403
Capital de seconde catégorie			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Gains latents sur des titres disponibles à la vente	12 220	-	-
Total - capital de seconde catégorie	227 470	215 250	215 250
Titrisation, investissement dans une société satellite, et autres	(44 115)	(28 469)	(27 852)
Capital réglementaire - BRI (B)	1 109 876 \$	1 079 411 \$	1 066 801 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	9 574 613 \$	8 702 241 \$	8 532 889 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	9,7 %	10,3 %	10,3 %
Ratio BRI total (B/C)	11,6 %	12,4 %	12,5 %
Ratio actif / fonds propres	16,3 x	16,1 x	16,1 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,3 %	7,7 %	7,7 %

ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2007	AU 31 OCTOBRE 2006	AU 31 JUILLET 2006
Éléments inscrits au bilan			
Liquidités	58 449 \$	41 931 \$	107 090 \$
Valeurs mobilières	466 062	481 035	315 613
Prêts hypothécaires	2 507 632	2 400 540	2 319 457
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 778 736	5 146 909	5 163 378
Autres éléments d'actifs	463 945	462 541	454 610
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Total - éléments inscrits au bilan	9 340 074	8 598 206	8 425 398
Éléments hors bilan			
Instruments financiers dérivés	25 998	26 620	18 687
Engagements de crédit	208 541	77 415	88 804
Total - actif pondéré en fonction des risques	9 574 613 \$	8 702 241 \$	8 532 889 \$

ACTIF ADMINISTRÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JUILLET 2007	AU 31 OCTOBRE 2006	AU 31 JUILLET 2006
REER et FERR autogérés	8 458 832 \$	8 415 222 \$	8 298 189 \$
Actifs de courtage de clients	2 002 739	1 923 658	1 860 932
Institutionnels	1 814 975	1 724 998	1 733 100
Fonds communs de placement	1 608 068	1 405 164	1 351 659
Prêts hypothécaires sous gestion	1 423 358	1 223 020	1 310 832
Autres - Particuliers	30 823	33 246	30 706
Total - actif administré	15 338 795 \$	14 725 308 \$	14 585 418 \$